

<http://ugtg.org/spip.php?article1131>



20 & 21 octobre : Journées de Solidarité Internationale et d'Action !

- Dossier spécial LKP - Expressions -



Date de mise en ligne mardi 20 octobre 2009

Date de parution 20 octobre 2009

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés



Travailleurs, Peuple de Guadeloupe, AWA, NOU PÉKÉ PWAN DLO MOUSACH POU LÈT !

Ni l'Etat français, ni Man PENCHARD, ni les capitalistes commerçants-importateurs-distributeurs- **pwofitan péké janmen fè nou fè déyé** et accepter finalement de ne plus dénoncer leur système de **Pwofitasyon**.

Jamais, ils n'obtiendront du LKP, une attitude "responsable-raisonnable-respectable" et de compromis...**ababa**.

Respectables, nous l'avons été depuis plus de 200 lanné, **yo pwan nou pou bèf, pou chyen**.

Responsables, nous l'avons été en tant que citoyen en allant voter à chaque fois qu'ils nous l'ont demandé. **Nou mélé avè détwà nèg a manda...**

Raisonnables, nous en avons fait la preuve dans les entreprises et les collectivités quand les syndicats ont, par la négociation, essayé d'obtenir le respect des droits élémentaires des Travailleurs, (salaire, conditions de travail),... **Yo ka lisansyé nou...**

Responsables, nous l'avons été en qualité de consommateurs quand, malgré les prix exagérés auxquels ils vendent leurs marchandises, nous les avons quand même achetées, pensant qu'il s'agissait de prix liés à leurs charges réelles.. **Yo ka kouyonné nou é anpwazoné nou !**

Jodijou LKP wouvè zyé an nou...Nou péké bwè dlo domi !

Et pour cause, 7 mois après la signature des Accords, celui du 26 Février, Accord Jacques BINO pour l'augmentation de 200 euros de salaire et celui du 04 Mars sur l'arrêt de la **Pwofitasyon**, il a fallu que nous soyons plus de 25.000 dans les rues de Pointe-à-Pitre le 03 octobre dernier, pour que le Comité de Suivi de ces accords se réunisse enfin le 14 octobre.

Avec notre fier et large **déboulé** du 03 octobre, l'Etat Français **roukomansé pwan pè** - PENCHARD **débaké**,

manblo alinyé alantou a tout ronpwen, mè é konséyé réini présé-présé, yo ka pòté mannèv pour calmer le jeu, men difé ja ka pri.

Wi...nou paka fè jé !

Tout jé sé jé...fouré bwa an fès a makak pa jé !

Seulement, dans nos discussions le 14 octobre, dans le cadre du Comité de Suivi, et contrairement aux dires du Préfet, nous observons que toutes nos revendications portant sur l'arrêt de la **Pwofitasyon** ne sont pas réglées.

Pire, il nous faut attendre les décisions de l'Etat et la conclusion des Etats Généraux que devra présenter SARKOZY en début novembre.

Nous avons négocié la baisse des prix de produits de première nécessité, la baisse des prix du carburant, l'augmentation des minimas sociaux, l'augmentation des salaires de 200 Euros, le droit au travail pour nos jeunes, la protection de nos terres agricoles et de la production locale, l'intégration des contrats aidés, le respect au droit syndical...**Nou négosyé, yo té dakò, nou sinyé.**

JODIJOU, APLIKÉ !

Autrement dit, nous ne pouvons attendre le verdict de SARKOZY pour valider les engagements pris. **On mo sé on mo.**

Camarades, Travailleurs, Peuple de Guadeloupe, nous savons que l'Etat n'a ni la volonté politique, ni le pouvoir pour imposer aux capitalistes **pwofitan** l'arrêt de la **Pwofitasyon**. Selon lui, les békés ont des droits, basés sur la liberté du Commerce et la liberté des prix.

A l'évidence, le rôle de régulation de l'Etat, de protection des plus faibles, le droit à l'équité et à l'équilibre au profit de la majorité n'a aucun sens dans notre pays. En clair, la **pwofitasyon** est un système légal, c'est le socle sur lequel notre société est organisée depuis la période esclavagiste, tout comme la traite négrière et l'économie de plantation.

- ▶ " Changer ce système, **kalbandé** l'exploitation capitaliste et coloniale, casser les privilèges, les monopoles, les positions dominantes relèvent d'une volonté politique.
- ▶ " **Détòtyé Gwadeloup** pour que nous, Gwadeloupéyen, **pitit a soufrans**, soyons les principaux bénéficiaires des richesses produites est une revendication fondamentale,
- ▶ " Combattre le chômage et la précarité, exiger et obtenir l'accès pour tous à l'éducation, à la santé, à un logement décent, à un salaire correct, au respect de la réglementation du travail, consistent à transformer les rapports sociaux,
- ▶ " **Manjé sa nou ka pwodwi asi tè Gwadeloup**, encourager les créateurs et les producteurs, être fiers de nous-mêmes, organiser des solidarités avec nos jeunes, nos personnes âgées ; nos handicapés...**C'est déchouké l'assimilation, le démounaj, le dékatyaj qui nous ont été savamment inoculés années après années...**

En somme, respecter et appliquer les accords, c'est déconstruire la Société Guadeloupéenne d'aujourd'hui. C'est un acte révolutionnaire que nous construisons ensemble depuis le 05 décembre 2008, c'est toute la portée des Accords du 26 Février et 04 Mars 2009.

Et, par conséquent, nous ne pouvons attendre, ni de l'Etat, ni de certains de ses relais élus locaux, ni des patrons **pwofitan** qu'ils nous suivent dans cette perspective. L'Etat d'ailleurs, par l'augmentation des prix du carburant le 16 septembre (Hugo), a été le premier à ne pas respecter ses engagements.

Ils tentent de nous endormir avec des réunions sur plusieurs semaines en "groupes thématiques", ils tentent de nous diviser, dans des compétitions électorales (articles 73, 74, Régionales, Cantonales etc.).

Ils tentent, comme des vautours, de profiter de notre victoire. MAN PENCHARD écrit aux bénéficiaires de l'Accord BINO, qu'elle a sélectionnés, pour leur dire que c'est grâce à la générosité de l'Etat qu'ils toucheront l'allocation RSTA. LUREL, lui, continue de semer le trouble entre RSTA et RSA. **Konsidiré i té goumé osi - ola'y té yé ?**

Enfin, ils s'organisent pour nous terroriser par la répression policière et judiciaire.

Yo ka pòté métòd si métòd. Pourquoi donc, l'Etat ne se plie-t-il pas aux conclusions de ses experts de Commissions Parlementaires et de l'Autorité de la Concurrence qui reconnaissent tous que la **pwofitasyon** existe réellement en Guadeloupe. **É pannansitan, maléré Gwadeloup ka pwan bon fè...**

Amender la Pwofitasyon c'est humaniser l'exploitation. Hier encore, les békés importateurs-distributeurs des matériaux de construction ont refusé de venir discuter de la baisse de leurs prix. Pourtant, ils ne paient ni TVA, ni Octroi de Mer.

NOU JA DI AYEN PÉKÉ KON AVAN, LKP LÉVÉ KONSYANS AN NOU !!!

ANNOU KONTINYÉ LIYANNÉ !!!

LKP appelle tous les Travailleurs, les Chômeurs, les Jeunes, les Retraités, les Producteurs et Entrepreneurs Guadeloupéens, le Peuple de Guadeloupe à continuer à reconstruire notre société par des Liyannaj a Pawol dans tous les quartiers.

LKP nous invite à participer aux Journées de Solidarité Internationale et d'Action du Mardi 20 et Mercredi 21 Octobre 2009.

MARDI 20 OCTOBRE 2009

- ▶ **8 h 30 - Bik Mityalité Lapwent :** Conférence Internationale entre le Kolektif du 05 Février de Martinique, le Front pour l'Avenir de la Guyane et le LKP de Guadeloupe
- ▶ **8 h 30 :** au Palais de Justice de Basse-Terre en solidarité avec R.GAUTHIEROT ; Dirigeant de l'UGTG appelé

à comparaître, suite à la grève du CFA (Centre de Formation des Apprentis du Raizet) de Mai 2007. En première instance, il a été condamné à 2 mois de prison ferme.

- ▶ **19 h : Place de la Mairie à Baie-Mahault** : Grand meeting avec nos invités de Martinique et de Guyane.

MERCREDI 21 OCTOBRE 2009 - Journée Mémwa du 21 Octobre 1801

Point de départ de notre révolte contre le rétablissement de l'esclavage.

- ▶ **9 h : Préfecture de Basse-Terre**, Sanblé des contrats aidés
- ▶ **9 h : Bik Mityalité Lapwent** - Sanblé pour l'application de l'Accord Jacques BINO et en solidarité avec nos camarades en lutte, notamment à l'ASF0.
- ▶ **17 h : Bik a Mityalité** : Déboulé an konsyans avec les Groupes à Peau **pou voyé douvan mémwa a OKTÒB 1801**.

Travailleurs, Peuple de Guadeloupe, nous serons sur tous ces fronts Ansanm ansanm, tan nou pa débaké Pwofitasyon an Péyi an nou...

« LA GWADLOUP SÉ TAN NOU, LA GWADLOUP A PA TA YO »

Lapwent, 15 oktòb 2009 - LKP